


AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Octobre 2011, volume 27.3



 **Marchés locaux et régionaux**



Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 27.3 - Octobre 2011
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,
Awa Faly Ba Mbow, Maké Dangnokho

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole
La revista de agro-ecologia
Asociación ETC Andes, AP:18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

4 Editorial

6 Systèmes alimentaires régionaux : peuvent mieux faire !

Danny Hunter, Jessica Fanzo et Edith van Walsum

8 Rompre les barrières du commerce intra-régional

José Filipe Fonseca et Thérèse Burke

10 Le PAA : systèmes alimentaires régis par la politique

Catia Grisa, Claudia Job Schmitt, Lauro Francisco Mattei, Renato Sergio Maluf, Sergio Pereira Leite

12 La Belle de Guinée : une africaine qui s'impose

Maké DANGNOKHO

14 Promouvoir la commercialisation du sésame dans les marchés villageois et régionaux - David Dione

16 Face à la crise du café : nouer des alliances entre producteur et consommateur - Roberta Jaffe, Devon Sampson et Annie Shattuck

19 Partenariat urbain rural : Une niche pour l'agriculture biologique

Farama Diedhiou

21 Savoirs locaux et apprentissage du partenariat dans la gestion des écosystèmes forestiers humides au Cameroun - Bidzanga N. L., Kalms J.M., Havard M., Njoya A.

25 Sites web

27 Bibliographie

31 AGRIDAPE Infos

8 Rompre les barrières du commerce intra-régional

José Filipe Fonseca et Thérèse Burke

Les producteurs africains ont d'énormes difficultés à écouler leurs productions après la récolte à cause notamment de ce qu'on appelle «les barrières non-tarifaires onéreuses» un obstacle au commerce intra-régional en Afrique. La pléthore de postes de contrôles au niveau des frontières, l'état chaotique des routes, la persistance de la paperasserie administrative, l'extorsion, le chantage, le harcèlement...sont autant de facteurs qui entravent le développement du commerce agricole entre les pays du Sud.

Cette situation constitue une «énorme perte économique pour les pays et un obstacle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pourtant au plan juridique, la CEDEAO (en Afrique de l'Ouest) a pris toutes les dispositions nécessaires pour faciliter la circulation des biens, services et personnes.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).



Savoirs locaux et apprentissage du partenariat dans la gestion des écosystèmes forestiers humides au Cameroun

Bidzanga N. L., Kalms J.M., Havard M., Njoya A.



Photo : Auteurs

Pêche traditionnelle zone forestière Cameroun

Les écosystèmes forestiers humides du Cameroun subissent une pression accrue sur les ressources forestières et sur la terre liée à l'augmentation rapide de la population. Les agriculteurs s'adaptent en mobilisant leurs savoirs et développant des pratiques innovantes de gestion des écosystèmes forestiers dont la durabilité est mise en cause. Pour accompagner les agriculteurs dans ces évolutions, l'Association pour le développement des exploitations agricoles du centre (ADEAC) au Cameroun, en partenariat avec la recherche et les producteurs, met l'accent sur le renforcement des capacités des agriculteurs et des animateurs paysans dans la gestion de ces écosystèmes forestiers.

Dans les écosystèmes forestiers d'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'agriculture traditionnelle de subsistance a évolué au cours de la période coloniale (1931-1960) vers une agriculture marchande avec l'introduction du cacao et du café. Après les indépendances, les Etats se sont fortement impliqués dans la création de nouvelles plantations agroforestières à base de cultures pérennes. Au Cameroun, depuis les années 90 et la crise du café et du cacao, les cultures vivrières (racines, tubercules, plantain, maïs, riz et arachide) et fruitières marchandes se développent pour approvisionner les marchés urbains. Mais, au cours de cette période, le quasi doublement de la population rurale et le maintien des pratiques de

l'abattis brûlis ont accru la pression sur les ressources forestières, notamment faunistiques, mais aussi sur la terre : doublement des superficies des agroforêts et des plantations pérennes, réduction importante du temps de jachère qui ne permet plus la restauration de la fertilité des sols. Les agriculteurs s'adaptent en mobilisant leurs savoirs et en mettant en œuvre des pratiques innovantes ; ils développent aussi leurs systèmes d'activités et émigrent temporairement pour compléter le revenu de leurs ménages.

Dans le même temps, la recherche agronomique a développé des itinéraires techniques visant une augmentation de la production agricole et la gestion durable des



Photo : Auteurs

Rencontre paysans chercheurs village Mvan

écosystèmes cultivés. Mais ces itinéraires sont peu ou pas mis en œuvre pour des raisons :

- structurelles, telles la fluctuation importante des prix, un dispositif d'encadrement basé essentiellement sur des relations à sens unique où la recherche met au point, le développement diffuse et les agriculteurs adoptent, ne permettant pas de responsabiliser les agriculteurs, ni de prendre en compte leurs savoirs et connaissances,
- et conjoncturelles : l'accès au crédit et aux intrants agricoles est coûteux et difficile, l'outillage de travail manuel est rudimentaire.

Ces changements importants questionnent la durabilité des pratiques de gestion des écosystèmes forestiers par les agriculteurs, et sur de nouvelles relations entre la recherche, le développement et les agriculteurs où les rapports sont plus équilibrés et les savoirs davantage partagés.

C'est pour essayer d'apporter des éléments de réponse à ces questionnements que le projet « forêt » (Encadré 1) a été mis en œuvre. Son objectif est d'améliorer la gestion des écosystèmes forestiers par les

Encadré 1. Le projet « forêt » du programme DURAS (2005-2008)

Le Ministère Français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE), à travers un FSP (Fonds de Solidarité Prioritaire), et le Forum Mondial sur la Recherche Agricole (GFAR) ont financé, de 2006 à 2008, le programme Duras « promotion du développement durable dans les systèmes de recherche agricole du Sud » comprenant 12 projets, dont le projet « Forêt » : « Innovations et savoirs-paysans dans les pratiques de gestion des écosystèmes forestiers humides d'Afrique de l'Ouest et du Centre : diversification des systèmes d'exploitation associant cultures pérennes et vivrières ».

L'originalité du projet « forêt » a été son aspect régional en Afrique de l'Ouest et du Centre (Cameroun, Ghana, Guinée), ainsi que le partenariat établi dès le départ entre les acteurs suivants :

- Organisations paysannes : Citrus Growers and Marketing Association au Ghana, Fédération des Planteurs de Café en Guinée, Association pour le développement intégral des exploitations agricoles du Centre au Cameroun (ADEAC), et la Fédération des Unions de producteurs de cacao du Cameroun (FUPROCAM) ;
- Organismes de développement : Service National de la Promotion Rurale et

de la Vulgarisation (SNPRV) en Guinée ; Ministry of Food and Agriculture (MoFA) au Ghana ;

- ONG : Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et Association pour l'Economie Solidaire et le Développement Vert (SOS vert) au Cameroun ;
- Instituts de recherche nationaux (SNRA) : Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG), OPRI (Oil Palm Research Institute, Ghana), avec l'appui du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD, France) ;
- Universités : Dschang au Cameroun et Ghana-Legon au Ghana.

Le dispositif reposait dans chaque pays sur un comité local de coordination (CLC) composé des représentants de tous les partenaires, et sur un nombre limité de sites (2) qui correspondaient à des situations différenciées. La programmation, le suivi, le financement et l'évaluation des activités sont décidés lors des réunions des CLC, une fois par an minimum.

agriculteurs dans le cadre d'un partenariat agriculteurs, développeurs, chercheurs mettant en œuvre des méthodes d'appui conseil et d'apprentissage participatif valorisant les innovations et les savoirs paysans. Néanmoins, la courte durée (2 ans) du projet rend son ambition limitée, mais permet cependant de consolider le partenariat multi-acteurs, afin de développer les activités initiées.

Cet article s'appuie sur l'exemple de l'ADEAC (Encadré 2) partenaire du projet DURAS sur un des deux sites d'intervention au Cameroun. En s'appuyant sur un bilan de ses actions, l'ADEAC en partenariat avec la recherche et les agriculteurs ont réalisé un diagnostic des savoirs et pratiques innovantes développées par les agriculteurs, et expérimenté une démarche participative d'appui-conseil et d'apprentissage visant le renforcement des capacités des producteurs dans la gestion des écosystèmes forestiers.

Encadré 2. L'association pour le développement intégral des exploitations agricoles du Centre (ADEAC)

Les lois n°90/053 du 19 décembre 1990 portant liberté d'association et celle n°92/006 du 14 août 1992 portant création des sociétés coopératives et groupes d'initiative commune (GIC) ont favorisé la création d'organisations et fédérations paysannes, comme la Fédération des Organisations paysannes du Nyong et Mfoumou (FOPANYM) créée en 1992 et devenue en 2000 l'ADEAC. Elle vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans de la région du centre-Cameroun. Ainsi, ses activités couvrent deux départements (Nyong et Mfoumou et Mefou afamba), neuf villages, touchant 1181 paysans inscrits dont 215 femmes. Elle compte également six caisses mutuelles de crédit et d'épargne gérées par les paysans.

L'ADEAC met en œuvre avec des animateurs paysans (un par village) et grâce à l'appui de l'organisation non gouvernementale (ONG) Belge SOS FAIM et du SAILD, les activités suivantes : renforcement des capacités (formation des leaders des caisses mutuelles et des paysans), agriculture (valorisation des techniques paysannes et amélioration de la production), microfinance (création et gestion des caisses) et promotion de l'élevage et de la pisciculture.

Le bilan des actions de l'ADEAC : point de départ du partenariat recherche-ADEAC-agriculteurs

En 2005, l'ADEAC a effectué le bilan de ses actions afin de chercher des moyens d'amélioration. Ce bilan fait ressortir que les itinéraires techniques proposés par le développement et la recherche sont peu diffusés, car environ 80% des paysans pratiquent encore l'agriculture purement traditionnelle. Les raisons mises en avant portent sur des problèmes techniques (les pertes post récoltes sont abondantes à cause du manque de techniques de conservation, les producteurs ne maîtrisent pas les itinéraires techniques et ne respectent pas le calendrier agricole), et organisationnels (les producteurs n'ont pas de plan de campagne, ont une capacité décisionnelle faible, et manquent d'organisation et de dynamisme). Ce bilan a porté essentiellement un regard extérieur sur les pratiques des agriculteurs, car aucune analyse sur les innovations développées par ces derniers n'a été réalisée.

En s'appuyant et en discutant ce bilan, l'IRAD, l'ADEAC et les agriculteurs, dans le cadre du projet DURAS ont décidé de mettre l'accent sur le renforcement des capacités des agriculteurs et des animateurs paysans leur permettant de valoriser leurs innovations et savoirs dans la gestion des activités et des ressources des exploitations agricoles. La méthode et les outils retenus ont été la réalisation d'un diagnostic participatif approfondi des pratiques innovantes des agriculteurs avec l'appui d'étudiants dans un des 9 villages (Mvan), et la mise en œuvre d'une méthode participative d'appui-conseil pour le renforcement des capacités des agriculteurs et du personnel de l'ADEAC.

Les pratiques innovantes des agriculteurs de Mvan

Mvan, arrondissement d'Akonolinga au Centre Cameroun à 120 km de Yaoundé, est situé en zone forestière. Il compte 800 habitants répartis en 11 hameaux (ou quartiers), pour une densité de population de 27 hab/km² en moyenne. Les hommes s'occupent des travaux champêtres pénibles tels que le défrichement, l'abattage des arbres, le brûlis, l'entretien des plantations, mais aussi de la culture du cacaoyer, du caféier, de la culture du macabo et du bananier plantain. Les femmes cultivent les *champs d'arachide*, qui sont des champs mixtes de cultures vivrières : manioc, macabo, arachide, concombre, maïs, bananier plantain. En moyenne, les

exploitations agricoles comprennent 8 personnes (5 actifs) pour la mise en valeur de 5,5 ha soit 3,5 ha de cacaoyer et 2 ha de vivriers. Leur revenu moyen annuel est estimé à 910 709 FCFA dont 54 % issu de la vente du cacao et du palmier à huile, 24 % des vivriers (manioc, igname, macabo, maïs, arachide et concombre), et 19 % du commerce.

Les paysans de Mvan ont innové pour augmenter et diversifier la production afin de mieux assurer leur sécurité alimentaire et accroître leurs revenus. Le diagnostic participatif a permis de distinguer trois types d'innovations :

- organisationnelles : regroupement en associations par affinité ou communautaires formelles, au sein desquelles les expériences ou savoirs individuels ou collectifs sont mis en débat. Les paysans et leurs organisations bénéficient d'appui multiforme des acteurs externes : Ministères sectoriels, ONG, recherche, projets, etc. Ces différents organisations et acteurs constituent les réseaux sociaux sur les savoirs et les innovations (Figure 2) ;
- techniques, comme l'adoption de nouvelles variétés et de pratiques culturales sur les plantes à racines, à tubercules et les céréales, ainsi que de nouveaux systèmes agroforestiers à base de cultures pérennes ;
- de gestion des ressources halieutiques et faunistiques : la croissance de la demande en protéines animales, et l'accès à de nouvelles techniques ont amené des modifications des pratiques traditionnelles de pêche et de chasse : abandon des règles communautaires de gestion des ressources halieutiques et faunistiques, adoption de techniques de captures massives, comme l'évolution du piégeage vers l'utilisation de fusils pour la capture des animaux de brousse, de filets et même l'utilisation de poisons végétaux pour la capture du poisson. Mais ces pratiques innovantes ne permettent pas le renouvellement des dites ressources.

Expérimentation d'une méthode participative d'appui-conseil pour renforcer les capacités de gestion des agriculteurs

Pour aider et accompagner les agriculteurs à résoudre les problèmes organisationnels identifiés lors du bilan, une démarche a été élaborée, visant la mise en œuvre d'une méthode participative d'appui-

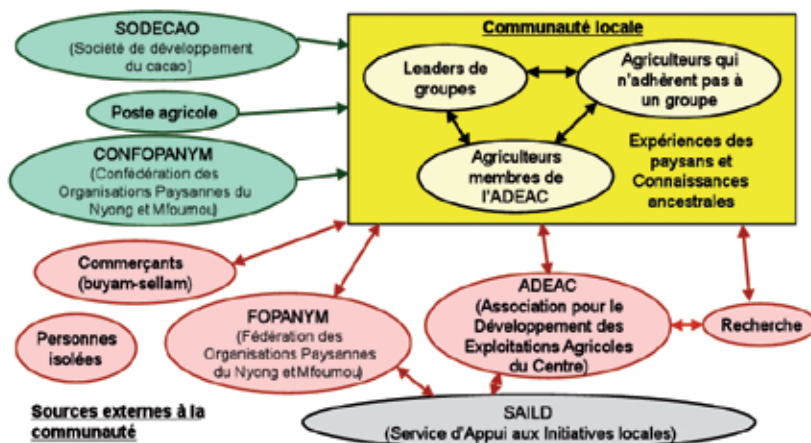


Figure 2. Les réseaux sociaux sur les savoirs et les innovations à Mvan au Cameroun

conseil, permettant de renforcer les capacités des agriculteurs et des animateurs paysans. Cette démarche menée en partenariat entre la recherche, l'ADEAC et les agriculteurs s'est décomposée en plusieurs étapes :

- animation en 2006 et 2007 de quatre ateliers de travail par l'IRAD pour les cadres de l'ADEAC et les animateurs paysans sur une méthode participative d'appui conseil et d'apprentissage adaptée au contexte, le conseil à l'exploitation familiale (CEF) ;
- élaboration d'un programme de travail et d'outils de conseil par l'ADEAC et les animateurs, en appui à la détermination et l'analyse de besoins de crédit pour les intrants des paysans et au suivi-technico-économique de quelques cultures (tomates, etc.) ; l'ADEAC souhaitant renforcer la capacité des agriculteurs dans l'estimation des besoins en crédit des paysans, et la rentabilité des spéculations bénéficiant de ces intrants ; ceci devant permettre, selon l'ADEAC, d'améliorer le taux de remboursement des crédits des paysans ;
- mise en œuvre du conseil par les animateurs paysans auprès de groupes de producteurs, sous forme de séances d'animation de groupe sur les thèmes suivants : élaboration d'un programme prévisionnel de campagne pour mieux préciser les besoins en intrants et autres ressources, suivi technico-économique de quelques cultures, analyse économique par culture.

La démarche de conseil mise en œuvre par l'ADEAC a permis effectivement de renforcer les capacités des paysans dans la gestion des intrants et le suivi des cultures, thèmes retenus par l'ADEAC en complément de ses activités sur le crédit.

Les groupements de paysans ont ainsi pu mieux évaluer leurs besoins en intrants et connaître plus précisément les performances techniques et économiques des cultures suivies. Cette démarche de conseil pourra facilement être étendue à d'autres thématiques selon les besoins et demandes d'appui des paysans. Cependant, le faible niveau d'éducation des animateurs a constitué un frein à leur compréhension et à la mise en œuvre des activités de conseil. L'inadéquation entre les outils, les besoins réels des paysans et leur niveau d'éducation a ralenti le processus d'appropriation de la démarche.

Une contribution au développement durable des écosystèmes forestiers ?

Ce diagnostic des pratiques innovantes et des savoirs locaux sur un site au Cameroun, et le partenariat recherche-développement-agriculteurs expérimenté sur la zone d'intervention de l'ADEAC ont permis la sensibilisation des populations à la gestion « durable » des écosystèmes forestiers. En effet, le partenariat favorise la promotion d'innovations adaptées aux besoins et possibilités des agriculteurs, en particulier par la prise en compte des « bonnes pratiques » issues d'échanges d'expériences locales, et permet aussi d'accompagner les agriculteurs dans leur processus d'adaptation, au moyen de démarches d'appui conseil visant des pratiques de gestion durable des écosystèmes forestiers.

Mais, ces actions réalisées s'avèrent insuffisantes et mises en œuvre sur un pas un temps trop court pour en apprécier les effets. Cet exemple camerounais montre qu'il est souhaitable que les populations

rurales, en partenariat avec la recherche et le développement, continuent la réflexion engagée sur les voies et moyens permettant une gestion plus durable des ressources forestières, faunistiques et halieutiques.

Bidzanga Nomo L.,

Chercheur IRAD

Yaoundé, Cameroun

Njoya A.

Consultant, Cabinet ARDS-CG

Ex Directeur scientifique de l'IRAD

Yaoundé, Cameroun

Kalms J.M., Havard M.

Chercheurs CIRAD

UMR Innovation

Montpellier, France

Quelques références

Camara A.A., Dugué P., Cheylan J.P., Kalms J.M., 2009. De la forêt naturelle aux agroforêts en Guinée forestière. From natural forests to agroforests in the Guinea forest region. *Cahiers agricultures*, 18 (5) : 425-431. URL: <http://dx.doi.org/10.1684/agr.2009.0325> Ngouambé N., Ondoua M., 2010. L'expérimentation du conseil à l'exploitation familiale agricole à Akonolinga (centre, Cameroun) : Bilan et perspectives. Colloque SFER : Conseil en agriculture : acteurs, marchés, mutations, 14 et 15 octobre, Dijon, France.

Njoya A., Béavogui S., Ackah-Nyamike E., Kalms J.M., 2006. Innovations et savoirs paysans dans les pratiques de gestion des écosystèmes forestiers humides d'Afrique de l'Ouest (Ghana, Guinée) et du Centre (Cameroun): diversification des systèmes associant cultures pérennes et vivrières. Poster pour la 3^{ème} Conférence triennale du GFAR, 9-11 novembre 2006, Inde.

Njoya A., Kalms J.-M., 2010. Gestion des écosystèmes cultivés en zone forestière humide du Cameroun : identification des acteurs et des contraintes à la durabilité. In Le projet Duras : des partenariats innovants pour le développement durable, Dossiers d'Agropolis international N°11, Spécial partenariats, pp. 5-7, 2010.

<http://www.agropolis.fr/publications/dossiers-thematiques-agropolis.php>

Tchatchoua D. R., Tefang T. A. F., Bayiha A., Bidzanga N., Havard M., 2008. Projet DURAS Forêt « Innovations et Savoirs Paysans dans les Pratiques de Gestion des Ecosystèmes Forestiers Humides d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Diversification des systèmes d'exploitation associant cultures pérennes et vivrières ». Rapport de synthèse du Cameroun. Yaoundé, DURAS, IRAD, CIRAD, 60 p.